

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

16 mars 2012
Français
Original : anglais

Première session

Vienne, 30 avril-11 mai 2012

Protection physique et trafic illicite

**Document de travail présenté par l'Australie, l'Autriche,
le Canada, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande,
la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas et la Suède
(le « Groupe des Dix de Vienne »)**

Principaux éléments

- Le Groupe de Vienne préconise une intensification des efforts déployés pour élaborer et mettre en place un cadre mondial de sécurité nucléaire pleinement efficace, fondé sur la prévention, la détection et la riposte. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) joue un rôle essentiel dans les actions entreprises à l'échelle mondiale pour améliorer le cadre de sécurité nucléaire et pour promouvoir son application.
- Dans la mesure du possible, tous les États devraient appliquer sans délai les recommandations relatives à la protection physique des matériaux et des installations nucléaires, figurant dans le document de l'AIEA publié sous la cote INFCIRC/225, tel qu'il a été révisé, ainsi que dans les autres instruments internationaux applicables.
- Le Groupe invite instamment tous les États parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires à ratifier dès que possible l'amendement adopté en juillet 2005 et les encourage à agir en conformité avec l'objet et le but de celui-ci jusqu'au moment où il entrera en vigueur. Tous les États qui ne l'ont pas encore fait devraient sans délai adhérer à la Convention et à l'amendement.
- Pour lutter contre le trafic, tous les États doivent redoubler d'efforts pour renforcer les mécanismes de contrôle et de coopération existants.
- Le Groupe encourage les États concernés à continuer de limiter volontairement l'utilisation et la quantité d'uranium fortement enrichi dans les stocks civils et à réorienter, lorsque cela est techniquement et économiquement possible, leur production de radio-isotopes vers l'uranium faiblement enrichi.



Document travail portant sur la mise en application du Plan d'action

1. Le Groupe des Dix de Vienne constate que l'objet de l'article III du Traité est de permettre la détection et la prévention du détournement de matières, d'équipements et de technologies nucléaires. C'est non seulement le détournement par des États qui est visé, mais également le détournement au profit de particuliers ou de groupes à l'intérieur des pays. Le Groupe note à cet égard que la protection physique et les mesures de lutte contre le trafic font partie intégrante des systèmes nationaux de sécurité nucléaire, dont l'existence devrait être la condition préalable à tout transfert de matières nucléaires et d'équipements ou de technologies sensibles.

2. Le Groupe souligne le rôle essentiel de l'AIEA dans les efforts accomplis au niveau mondial pour renforcer le cadre mondial de sécurité nucléaire et en favoriser l'application. Il souligne qu'il est important de s'assurer que l'Agence continue de bénéficier de structures, de ressources et de compétences suffisantes pour mener à bien les activités dont elle est chargée en matière de sécurité nucléaire, en application de son statut, des résolutions applicables de la Conférence générale et de ses plans de sûreté nucléaire. Il se félicite du travail accompli en la matière par le Bureau de la sûreté nucléaire de l'AIEA. En exerçant avec une vigueur accrue cette fonction, l'Agence devrait jouer un rôle actif pour faciliter une coopération et une coordination efficaces aux niveaux international et régional.

3. Le Groupe se félicite des progrès faits par l'Agence pour établir un ensemble de directives et de recommandations sur la sécurité nucléaire et du travail qu'elle accomplit actuellement en développant la *Collection Sécurité nucléaire*. Il prend note avec satisfaction de la création en mars 2012 d'un comité chargé de l'élaboration des directives en matière de sécurité nucléaire. Il prend acte que l'AIEA aide beaucoup les États à se conformer aux normes de sécurité appropriées et invite ceux-ci à tirer pleinement parti de ses services consultatifs dans ce domaine, notamment le Service consultatif international sur la protection physique et les plans intégrés d'appui à la sécurité nucléaire. De ce point de vue, le Groupe se félicite des missions que le Service consultatif mène dans les États qui disposent de l'arme nucléaire et de la multiplication des plans intégrés d'appui à la sécurité nucléaire.

4. Le Groupe souligne qu'il est de la plus haute importance d'assurer une protection physique efficace des matières et installations nucléaires et qu'à cette fin, tous les États doivent appliquer les normes les plus rigoureuses et il appelle tous les États à appliquer, selon qu'il convient et sans délai, les recommandations relatives à la protection physique des matériaux et des installations nucléaires figurant dans le document publié sous la cote INFCIRC/225, tel qu'il a été révisé, ainsi que dans les autres instruments internationaux applicables. Il se félicite en particulier de la récente révision du document INFCIRC/225, figurant dans une publication de l'Agence intitulée *Recommandations de sécurité nucléaire sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires* (INFCIRC/225/révision 5)¹.

5. Le Groupe se félicite des nouvelles adhésions à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Il note que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1373 (2001), invite tous les États à adhérer à la Convention. Il se prononce fermement en faveur de l'entrée en vigueur rapide de l'amendement de

¹ *Collection Sécurité nucléaire de l'AIEA*, n° 13 (Vienne, 2011).

2005 à la Convention, invite tous les États Membres à le ratifier dès que possible et les encourage à agir en conformité avec l'objet et le but de celui-ci jusqu'au moment où il entrera en vigueur. Le Groupe appelle tous les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer à la Convention et à adopter l'amendement dès que possible. Il note qu'il faut poursuivre et renforcer les actions visant à mettre la Convention en application pleinement et efficacement, notamment les *Recommandations de sécurité pour la protection physique des matières et des installations nucléaires* de l'AIEA.

6. Le Groupe mesure les avantages que présente sur le plan de la non-prolifération et de la sécurité la réduction au minimum de l'utilisation d'uranium hautement enrichi (UHE) à des fins civiles, notamment la conversion des réacteurs de recherche civile à l'utilisation d'uranium faiblement enrichi. Il salue les efforts qu'a déployés l'AIEA pour aider les pays qui ont choisi de leur plein gré de prendre des mesures visant à réduire l'emploi d'uranium fortement enrichi dans les applications nucléaires civiles. Il encourage les États concernés à continuer de limiter volontairement l'utilisation et la quantité d'uranium fortement enrichi dans les stocks civils et à réorienter, lorsque cela est techniquement et économiquement possible, leur production de radio-isotopes vers l'uranium faiblement enrichi, tout en tenant compte des besoins de la filière des isotopes utilisés en médecine. Il appelle de ses vœux un dialogue international visant à éliminer l'UHE dans les applications civiles. Dans cette optique, il se félicite du dialogue engagé par la Norvège, l'Autriche et l'Initiative relative à la menace nucléaire, en coopération avec l'AIEA, à l'occasion du deuxième Colloque international sur la réduction de l'utilisation de l'uranium hautement enrichi (UHE) tenu à Vienne du 23 au 25 janvier 2012, quasiment cinq ans après le premier colloque à ce sujet, tenu à Oslo en 2006.

7. Le Groupe prend acte avec une vive inquiétude du commerce illicite d'équipements et de technologies nucléaires extrêmement sensibles. Il souligne qu'il est indispensable que tous les États membres de l'AIEA coopèrent pour identifier les voies et les sources d'approvisionnement en technologies, équipements connexes et matières nucléaires et autres, et qu'ils doivent de plus en plus renforcer leur action pour améliorer les mécanismes de contrôle et de coopération existants, le cas échéant, afin de réprimer plus efficacement le commerce illicite.

8. Le Groupe prend note avec satisfaction des activités menées par l'AIEA pour soutenir les États parties dans leur lutte contre le trafic de matières nucléaires et autres substances radioactives. Il se félicite des efforts déployés par l'AIEA pour aider les États membres à renforcer leurs mécanismes de contrôle réglementaire des utilisations des matières radioactives, notamment sur la base du *Guide de mise en œuvre de l'AIEA : sécurité des sources radioactives*². Il sait également gré à l'AIEA des activités qu'elle entreprend pour favoriser l'échange d'informations, y compris en gérant en permanence la base de données sur le trafic desdites matières. Il juge important de renforcer la coordination entre les États et entre les organisations internationales en vue de prévenir et de détecter le trafic de matières nucléaires et autres matières radioactives et d'organiser la riposte à cet égard.

9. Le Groupe est convaincu que la criminalistique nucléaire est très importante pour déterminer l'origine de matières nucléaires et d'autres matières radioactives. Elle peut aussi se révéler efficace pour démasquer les personnes impliquées dans le

² *Collection Sécurité nucléaire de l'AIEA*, n° 11 (Vienne, 2009).

trafic illicite à des fins malveillantes. Il invite donc les États et l'Agence à développer les capacités en criminalistique nucléaire et à favoriser la coopération internationale en la matière. Une combinaison des compétences en criminalistique conventionnelle et nucléaire serait peut-être la bonne approche, en mettant au point une série de définitions et de critères, en lançant des programmes de recherche et en partageant les informations et les bonnes pratiques.

10. Le Groupe souligne qu'une action continue visant à améliorer la prévention des actes de terrorisme ainsi que la protection physique et la comptabilité des matières nucléaires et autres matières radioactives faisant l'objet d'utilisations nucléaires et non nucléaires, et au stade de l'entreposage et du transport, pendant tout leur cycle de vie et d'une manière globale et cohérente, devrait être considérée comme prioritaire pour le renforcement de la sécurité nucléaire. L'application des *Recommandations de sécurité nucléaire relatives aux matières radioactives et aux installations associées*³ et des *Recommandations de sécurité nucléaire sur les matières nucléaires et autres matières radioactives non soumises à un contrôle réglementaire*⁴ publiées par l'AIEA constituerait une première étape importante à cet égard. Le Groupe préconise une intensification des efforts déployés pour élaborer et mettre en place un cadre mondial de sécurité nucléaire pleinement efficace, fondé sur la prévention, la détection et la riposte.

11. Le Groupe se félicite de l'entrée en vigueur de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et exhorte tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à cette Convention dès que possible.

12. Le Groupe rappelle que, dans sa résolution 1540 (2004) et à nouveau dans ses résolutions 1673 (2006), 1810 (2008) et 1977 (2011), le Conseil de sécurité a demandé à tous les États de mettre en place des dispositifs de contrôle appropriés pour les éléments connexes des armes nucléaires et leurs vecteurs et à cette fin d'arrêter et d'instituer des mesures de protection physique appropriées et efficaces, ainsi que des mesures appropriées et efficaces de contrôle aux frontières et de police, afin de détecter, dissuader, prévenir et combattre le trafic et le courtage de ces produits. Il rappelle en outre que par sa résolution 1887 (2009), le Conseil a engagé les États à échanger leurs meilleures pratiques dans l'objectif de mettre toutes les matières nucléaires vulnérables à l'abri, de gérer de manière responsable et de réduire au minimum l'emploi de l'uranium hautement enrichi à des fins civiles et de se donner les moyens de mieux détecter, décourager et empêcher le trafic illicite de matières nucléaires.

13. Le Groupe de Vienne se félicite des contributions multilatérales et bilatérales suivies faites par le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, qui compte 24 membres, au renforcement de la protection physique des installations et matières nucléaires à applications militaires dans le monde. De la même manière, il se félicite des contributions apportées par l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire et par des programmes similaires à la réduction et à la protection des matières nucléaires et radiologiques vulnérables présentes dans des installations civiles dans le monde.

³ *Collection Sécurité nucléaire de l'AIEA*, n° 14 (Vienne, 2011).

⁴ *Collection Sécurité nucléaire de l'AIEA*, n° 15 (Vienne, 2011).

14. Le Groupe se félicite des activités déployées par l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, qui cherche à développer la capacité de partenariats aptes à lutter contre le terrorisme nucléaire, conformément aux obligations découlant de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Il se félicite de la participation de l'AIEA à l'Initiative en tant qu'observateur et l'encourage à continuer de jouer un rôle constructif dans ce cadre et dans d'autres initiatives portant également sur la sécurité nucléaire internationale.

15. Le Groupe salue le travail réalisé par l'Initiative de sécurité contre la prolifération et se félicite de la participation accrue des États à ses actions, qui améliorent encore la coopération internationale en matière de lutte contre le commerce illicite de matières nucléaires. Il rappelle que les principes d'interdiction repris par les participants à l'Initiative sont conformes à la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

16. Le Groupe appuie la mise en application concrète du Plan de travail adopté au Sommet sur la sécurité nucléaire tenue à Washington en 2010. Il invite les États participants à donner suite concrètement aux résultats du Sommet de Séoul de 2012 et se félicite de ce que les Pays-Bas aient confirmé qu'ils accueilleraient le Sommet de 2014.
